



# Ensemble, créons un climat contre la Faim

Alors que 805 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, les changements climatiques constituent un fardeau supplémentaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus pauvres et mettront à mal les efforts actuels déployés dans la lutte contre la faim. Pourtant, ces questions restent très peu discutées dans le cadre des négociations internationales sur les changements climatiques. Lutter contre les impacts des changements climatiques et lutter contre la faim relèvent du même effort, du même impératif et de la même urgence. **Faire de l'agenda climat un agenda contre la faim, voilà l'opportunité extraordinaire que représentent ces négociations internationales.** Il est encore temps pour les Etats du monde de créer ensemble un climat contre la faim. Nous pouvons relever ce défi si les 6 recommandations présentées sont soutenues par l'ensemble des Parties dans le cadre des accords sur le climat notamment.

## **Pourquoi les changements climatiques menacent-ils la sécurité alimentaire et nutritionnelle?**

Dégradation des terres, destruction des récoltes, salinisation des sources d'eau douce, réduction des terres fertiles et des zones de pâturage, fréquence et intensité accrues des inondations et des sécheresses : les impacts des changements climatiques nuisent aux quatre piliers de la sécurité alimentaire - disponibilité, accès, stabilité et utilisation.

Sans réel effort d'adaptation, les capacités de production et les moyens d'existence des populations sont sérieusement menacés. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) anticipe une réduction des rendements des principales cultures (blé, riz, maïs...) de 2 % chaque décennie. Les changements climatiques réduiront l'accès à l'alimentation et sa qualité et risquent d'aggraver la prévalence des maladies infectieuses à transmission vectorielle. Ainsi, 5 à 6 milliards de personnes soit 50 à 60% de la population mondiale seront exposées à la dengue d'ici 2085, entraînant un affaiblissement du statut nutritionnel.

Les changements climatiques auront également des conséquences dévastatrices sur la disponibilité et la qualité des ressources naturelles, en premier lieu, sur les ressources en eau (pour la consommation et l'agriculture), déjà fortement sous tension.

Responsable de trois quarts des catastrophes naturelles, le réchauffement climatique représente une menace pour 250 millions de personnes par an<sup>1</sup>. Paradoxe intolérable, ceux qui contribuent le moins au réchauffement climatique sont ceux qui en souffrent le plus. Les communautés fragiles vivant sur les littoraux et les îles, les petits agriculteurs, les enfants et les femmes sont les plus démunis face à aux conséquences des changements climatiques, du fait de leurs capacités de résilience souvent limitées voire épuisées.

Les inégalités et les discriminations liées au genre aggravent la menace que représentent déjà les changements climatiques pour les femmes et les filles. D'une part, leurs moyens de subsistance dépendent en grande partie des ressources naturelles fortement tributaires des aléas climatiques (eau, surfaces agricoles, bois de chauffage, poissons). D'autre part, l'accès et le



CATHERINE DOLLERS

« L'impact est réel et il est déjà là ! », alerte Ali Abdou Bongué du Réseau Climat et Développement. « En 2014 au Niger, nous avons eu, le 24 avril, une première pluie, très intense. Les producteurs ont alors semé leurs cultures. Mais nous avons dû attendre six semaines avant d'en avoir une nouvelle, qui s'est avérée tout aussi forte, raconte-t-il. Ces dérèglements climatiques mettent non seulement en péril les cultures en cours mais hypothèquent aussi les futures. »

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/02/21/le-changement-climatique-menace-la-securite-alimentaire-mondiale\\_4580989\\_3234.html#KyEgfZexoOFsMHFf.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/02/21/le-changement-climatique-menace-la-securite-alimentaire-mondiale_4580989_3234.html#KyEgfZexoOFsMHFf.99)

contrôle limités des femmes aux facteurs de productions (terres, épargne) réduisent leurs capacités à s'adapter et à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Enfin, davantage exposés à la faim, la malnutrition, la malaria et la diarrhée les enfants comptent pour 80% des décès attribués aux changements climatiques<sup>2</sup>. Pneumonie, diarrhées, et paludisme sont les 3 plus grandes causes de mortalité des enfants, et les changements climatiques contribuent largement à leur diffusion. Ainsi, d'ici à 2050, on estime que 25 millions d'enfants supplémentaires seront malnutris<sup>3</sup>. Causant des retards de croissance physiologiques et cognitifs irréversibles, la malnutrition chronique chez les enfants diminue leurs capacités à se défendre contre les infections, même bénignes.

## Quelles sont les solutions à l'agenda Climat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle?

### a/ Les limites des solutions existantes

Suite à la décision de l'Union Européenne en 2009 de fixer un objectif contraignant de 10% d'énergies renouvelables dans le secteur des transports d'ici 2020 pour ses Etats membres, ceux-ci ont massivement misé sur les agrocarburants<sup>6</sup>. Selon le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale, les politiques de soutien aux agrocarburants ont contribué à plus de la moitié des derniers pics de prix alimentaires<sup>7</sup>. Ces politiques participent également du phénomène d'accaparement des terres : 60% des terres accaparées en Afrique entre 2000 et 2010 étaient destinées à la production d'agrocarburants<sup>8</sup>.

De plus, les agrocarburants contribuent aux changements climatiques compte tenu des changements indirects d'affectation des sols. En effet, leur mise en culture sur des terres agricoles disponibles nécessite de défricher de nouvelles surfaces pour les cultures alimentaires, y compris des zones de stockage de carbone telles que les forêts et les tourbières. Des millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) sont ainsi rejetées dans l'atmosphère.

Estimée aujourd'hui responsable de 10 % des émissions de GES<sup>9</sup>, la déforestation a été intégrée dans les négociations internationales dès le début des années 2000 à travers la mise en place du mécanisme REDD+<sup>10</sup>. Ce dispositif de compensation financière vise à encourager

les efforts en matière de réduction de la déforestation. Toutefois, certains projets REDD+ ont des impacts négatifs sur les populations locales et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, la privatisation de zones forestières s'accompagne souvent de l'exclusion de communautés locales et populations autochtones de leurs lieux de vie et de leur principale source d'alimentation : la forêt<sup>11</sup>. En outre, la définition très large de la forêt selon certains pays ouvre la voie à des projets allant à l'encontre des enjeux de réduction de la déforestation et des émissions de GES. Des plantations industrielles – monocultures d'eucalyptus ou de palmiers à huile, par exemple - ont ainsi bénéficié de financements REDD+, alors même que ce type de plantation nécessite très souvent une vaste déforestation et qu'il utilise un volume conséquent de pesticides et d'engrais industriels fortement toxiques et émetteurs de gaz à effet de serre.

#### b/ Discerner les vraies solutions des fausses

L'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat (« *Global Alliance for Climate-Smart Agriculture* » ou GACSA) a été lancée à New York le 23 septembre 2014 lors du Sommet sur le Climat du Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon. Présentée comme une initiative majeure en matière de lutte contre les changements climatiques dans l'agriculture, la GACSA - notamment soutenue par la France et les Etats-Unis - et

### 600 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim d'ici 2080 en raison des changements climatiques, si nous maintenons nos émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) au niveau actuel.

Source: PNUD, 2008, *Human Development Report 2007/2008- Fighting climate change: human solidarity in a divided world.*

Le PNUD prévoit que même en réduisant nos émissions, l'adaptation pourrait coûter entre 250 et 500 milliards de dollars à partir de 2050<sup>4</sup>. Sur la période 2010-2012, la part des financements alloués à l'adaptation représentait entre 11 et 25% des financements climats mondiaux<sup>5</sup>; nous sommes donc encore très loin du compte. Pourtant, plus le temps passe, plus le coût humain, économique, environnemental sera élevé.

l'institutionnalisation de « l'agriculture intelligente face au climat » qu'elle propose, sont très préoccupantes. Ainsi, les acteurs de cette Alliance refusent toute définition du concept et tout cadre de redevabilité ; ils ne prévoient par ailleurs aucun critère social ou environnemental.

Alors que le monde paysan n'y est que peu représenté, les géants de l'agro-alimentaire, des engrais et pesticides industriels ainsi que des semences et biotechnologies en sont déjà parties prenantes avec l'objectif de se voir attribuer le label de « climate smart agriculture ». La GACSA risque de renforcer le modèle agro-industriel à grande échelle, principal contributeur des gaz à effet de serre dans le secteur, et ne sera pas en mesure de répondre au double défi climatique et alimentaire.

A l'inverse, l'agro-écologie, assurée par deux milliards d'agricultrices et d'agriculteurs paysans et basée sur des savoirs, des savoir-faire et des territoires locaux, constitue l'une des solutions les plus à même de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous, d'améliorer les rendements et les revenus des petits producteurs, de développer une agriculture durable et indépendante des énergies fossiles, d'améliorer la résilience des paysans face aux événements climatiques extrêmes<sup>12</sup> et de répondre aux défis d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques. De plus, en intégrant les questions de justice sociale et de représentation politique, l'agroécologie contribue à la réalisation du droit à l'alimentation. Olivier de Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, l'a ainsi décrite comme « un mode de développement agricole qui (...) a produit des résultats avérés, permettant d'accomplir des progrès rapides dans la concrétisation de ce droit fondamental pour de nombreux groupes vulnérables dans différents pays et environnements »<sup>13</sup>. Ainsi, il est fondamental que des ressources financières spécifiques soient débloquentées pour le développement de projets de recherche et d'innovation porteurs en la matière.

1 Webster, Mackinnon et al. *The Humanitarian Costs of Climate Change*, 2008. Voir aussi [http://www.UNICEF.org/post2015/files/Disaster\\_2pager\\_FINAL\\_web.pdf](http://www.UNICEF.org/post2015/files/Disaster_2pager_FINAL_web.pdf)

2 UNICEF, *The Challenges of Climate Change: Children on the front line*, 2014.

3 Nelson G.C., et al, *Climate Change: Impact on agriculture and costs of adaptation*, *International Food Policy Research Institute*, 2009.

4 UNEP, *Adaptation Gap Report 2014*, 2014.

5 En 2010, le montant total des financements climat s'élevait à 12,8 milliards de dollars contre 21,5 milliards de dollars en 2012. Source : UNFCCC, *UNFCCC Standing Committee on Finance 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows Report*, 2014.

6 Le Parlement européen a entériné le 28 avril 2015 la décision du Conseil Européen d'adopter un plafond de 7% à l'incorporation des agrocarburants de première génération dans les carburants traditionnels.

7 Fond Monétaire International, *Impact of High Food and Fuel Prices on Developing Countries*, 2013 ; The Guardian, *World Bank Secret Report: Biofuels causes food crisis*, 2008.

8 ILC, *Land rights and the rush for land, Findings of the Global Commercial*

*Pressures on Land Research Project*, 2012.

9 IPCC, *The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 2013.

10 Mécanismes de réduction des émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, et de conservation, de gestion durable des forêts et de renforcement des stocks de carbone forestiers dans ces pays.

11 Commission Agriculture et Alimentation (C2A), *Lutte contre la faim et les effets du changement climatique : attention aux fausses solutions !*, 2014.

12 Ainsi, au Nicaragua, après l'ouragan Mitch (1998), il s'est avéré que les parcelles cultivées selon des méthodes agroécologiques avaient perdu en moyenne 18% de terres arables de moins que les autres et avaient été beaucoup moins touchées par le ravinement (la matière organique améliorant la structure du sol), Secours Catholique – Caritas France, *Développent durable et agroécologie*, 2015.

13 Olivier de Schutter, ex-Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation, Rapport A/HRC/16/49, décembre 2010



# Recommandations

Nous appelons les gouvernements et les acteurs internationaux parties prenantes de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à :

## 1/ Faire de la lutte pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle un objectif commun de l'ensemble des Parties de la CCNUCC.

Le terme de « sécurité alimentaire et nutritionnelle » doit apparaître explicitement dans le préambule, les objectifs généraux, et les chapitres sur l'adaptation et l'atténuation. La sécurité alimentaire doit être prise en compte dans toute décision impactant l'usage des terres.

## 2/ Accroître les financements publics pour l'adaptation, principalement sous forme de dons, en les allouant de manière prioritaire aux pays et populations les plus touchés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ainsi, les Etats doivent orienter leurs politiques publiques et leurs investissements en faveur de la mise en œuvre des plans d'adaptation définis localement en collaboration avec les populations. Il est essentiel dans cette perspective d'accompagner le développement des agricultures familiales et paysannes destinées à promouvoir des pratiques agroécologiques.

## 3/ Reconnaître et répondre à l'exposition accrue des pays et populations les plus vulnérables aux risques climatiques

par un meilleur accès à la justice et par des mécanismes de réparation liée aux pertes et dommages, afin que les plus vulnérables puissent faire face aux dommages occasionnés par les changements climatiques.

## 4/ S'engager à mettre en œuvre des plans d'action ambitieux de réduction des émissions de GES, et d'investissement dans les énergies renouvelables

afin de maintenir la température à la surface du globe en deçà de +1,5°C de réchauffement en 2100. Il est essentiel que ces actions d'atténuation aient un impact bénéfique sur la sécurité alimentaire, les petites agricultures familiales et les droits des populations.

## 5/ S'assurer que les changements climatiques ne deviennent pas un alibi pour justifier de fausses solutions.

La promotion d'un modèle agricole industriel est incompatible avec les exigences de transition écologique et sociale, de droits humains et de justice climatique. En l'absence de critères d'exclusion et de cadre de redevabilité, les solutions et initiatives telles que la Global Alliance for Climate Smart Agriculture représentent des risques considérables pour les populations et ne constituent pas des options pertinentes pour l'Accord de Paris ou l'Agenda des solutions.

## 6/ Garantir une cohérence entre l'action climatique et les objectifs de développement, de lutte contre la faim, les droits humains et l'égalité femmes-hommes.

Les mesures d'adaptation et d'atténuation discutées dans l'enceinte de la CCNUCC et en dehors doivent garantir et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'autonomisation et les droits humains des populations, notamment les groupes les plus vulnérables, les femmes, les enfants, les paysan(ne)s, et les populations autochtones.